

KEYYO

(ex PHONE SYSTEMS & NETWORK)

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2008

*Société anonyme au capital de 786.139,20 euros.
Siege social: 92-98 Bd Victor Hugo, 92110 Clichy.
RCS Nanterre 390 081 156
Activité : Services de Télécommunication*

SOMMAIRE

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

**II - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS
CONDENSES**

**III - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

IV - ATTESTATION DU RESPONSABLE

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. EVENEMENTS SURVENUS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2008

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2007 de Keyyo qui a donné tous pouvoirs au conseil d'administration pour faire acheter ses propres actions, la société a acheté à son actionnaire Wittsun 171 845 actions le 04 mars 2008. Les modalités de cette opération sont détaillées dans le programme de rachats d'actions publiés le 03 mars 2008.

Lors de l'Assemblée générale du 23 juin 2008, il a été décidé la fusion par absorption de GESK par KEYYO, avec effet rétroactif au 01 janvier 2008. Le détail de cette opération a été publié auprès de l'AMF dans le document E le 23 mai 2008 sous le numéro d'enregistrement E08-060.

Cette fusion a entraîné une augmentation de capital de 984 960 actions pour un montant de 315 K€ ainsi qu'une prime de fusion de 1522 K€.

Suite à cette augmentation de capital le nombre des parts d'autocontrôle s'élevait à 1 224 536 pour 2 850 K€. Le pourcentage de détention d'actions d'autocontrôle dépassait le seuil de 10%.

La société a donc procédé à une diminution de capital de 990 000 actions pour 317 K€, ce qui a ramené le nombre d'actions d'autocontrôle à 234 536 pour un montant de 837 K€.

Suite à ces opérations, le capital social de la société est donc passé de 788 K€ à 786 K€ avec 2 456 685 actions de 0,32 € de valeur nominale.

Lors de cette même Assemblée générale, les actionnaires ont autorisé le changement de dénomination sociale de la société. Désormais, PHONE SYSTEMS & NETWORKS s'appellera KEYYO.

Cette Assemblée générale a également approuvé la nomination de Michel PICOT par le Conseil d'administration réuni le 21 avril 2008 en qualité de nouvel administrateur de la société en remplacement de monsieur Eric Saiz, démissionnaire pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier jusqu'en 2012.

Eric Saiz a été, lors de cette même assemblée, nommé administrateur de la société pour une durée de 6 ans, soit jusqu'en 2014.

2. COMMENTAIRES SUR LES DONNEES CHIFFREES

Les comptes présentés pour le premier semestre 2008, le premier semestre 2007 et l'année 2007, sont présentés selon les normes IFRS.

Les principales données comparées sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2008	Exercice 2007	1 ^{er} semestre 2007
Chiffre d'affaires	7 783	14 015	6 793
Résultat opérationnel	60	2	67
Résultat avant impôt	94	80	114
Résultat net	96	233	119

Le résultat opérationnel du premier semestre 2008 s'élève à un bénéfice de 60 K€ contre un bénéfice de 67 K€ au premier semestre 2007.

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	30/06/08	31/12/2007	30/06/07
Téléphonie ethnique	4 552	4 019	4 328
Petites entreprises & professionnels	2 844	8 961	1 772
Opérateurs	387	1 035	693
Total	7 783	14 015	6 793

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2008 s'établit à 7 783 K€ en croissance de 14,57 % par rapport au chiffre d'affaires de la même période de l'année 2007 qui s'élevait à 6 793 K€.

L'activité de la société poursuit sa croissance sur l'ensemble des lignes de produits de la société.

Téléphonie ethnique

Le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 4 552 K€ au 1^{er} semestre 2008 contre 4 328 K€ 1^{er} semestre 2007, soit une augmentation de 5,18 %.

Le parc de clients est stable par rapport au 31 décembre 2007.

Cette activité a privilégié la rentabilité à la croissance du volume d'activité.

Il a été procédé au lancement de l'offre « Prepaid » en France et au basculement progressif à 100% en « Prepaid » de l'activité « Postpaid » en Afrique.

L'offre « Prepaid » permet de réduire le temps nécessaire au recouvrement des créances et limite le risque d'impayés.

PME / TPE / particuliers

Le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 2 844 K€ au 1^{er} semestre 2008 contre 1 772 K€ 1^{er} semestre 2007, soit une augmentation de 60,50%.

Cette activité se développe à travers des solutions de :

- Téléphonie d'entreprises (IP centrex, trunking SIP) avec près de 4000 clients à fin juin 2008 ;
- Collecte et terminaison de minutes de télésurveillance pour un réseau télésurveilleurs.

La société souhaite poursuivre l'évolution des fonctionnalités de l'offre IP centrex.

Pour les particuliers Keyyo se structure au travers de trois activités :

- Offres de téléphonie IP vendues sur internet (Keyyo particuliers, Bladiphone) : 3.200 abonnés dont 800 pour Bladiphone ;
- Collecte et terminaison de minutes par le biais des numéros 08 surtaxés en partenariat avec des médias faisant la promotion de ces numéros : 9 000 utilisateurs ;
- Offres de présélection : 1 000 abonnés.

Opérateurs et Grands Comptes

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2007 qui s'élevait à 693 K€ contenait des opérations exceptionnelles pour un montant de 472 K€. Le chiffre d'affaires récurrent du 1^{er} semestre 2007 s'élevait donc à 221 K€.

Le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 387 K€ au 1^{er} semestre 2008 contre 221 K€ 1^{er} semestre 2007, soit une augmentation de 75,11%.

La société a poursuivi la croissance de son activité.

Le partenariat avec le second opérateur marocain Meditel, filiale de Telefonica, s'est poursuivi avec une progression régulière des activités de terminaison de minutes call center et de liaisons internationales louées.

Cette activité se développe également par la vente de lignes VoIP en marque blanche, notamment avec Nordnet (filiale de France Télécom).

4. RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'a pas été identifié à ce jour d'autres risques et incertitudes autres que ceux indiqués dans le document de référence portant sur les comptes annuels 2007.

Concernant notre filiale Bladiphone, l'Assemblée Générale du 30 juin 2008 de cette société a décidé de poursuivre son activité malgré des capitaux propres devenus inférieurs à plus de la moitié du capital social.

La continuité d'exploitation de Bladiphone est assurée au regard des hypothèses budgétaires établies pour l'exercice 2008 compte tenu du support financier apporté par Keyyo. Il existe néanmoins une incertitude quant à la réalisation des hypothèses budgétaires ainsi établies.

5. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour le segment des PME / TPE, une nouvelle version du service Centrex avec intégration PC sera bientôt lancée.

La société a également lancé, par sa filiale Bladiphone SAS, de nouvelles offres de téléphonie IP à destination des résidents marocains en France.

Sur des marchés en plein essor, Keyyo réaffirme sa confiance dans ses perspectives et confirme son objectif de croissance organique de l'ordre de 20% pour l'année 2008.

II - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

1.1. BILAN CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE NORMES IFRS

Actif				
Milliers d'euros	Notes	30/06/08	31/12/07	30/06/07
<i>Actifs non courants</i>				
Immobilisations Incorporelles nettes	1	647	615	510
Immobilisations corporelles nettes	2	676	758	734
Actifs financiers nets	3	383	308	195
Autres créances	21	252	252	104
Impôts différés actifs	21	10	8	8
Total actifs non courants		1 968	1 941	1 551
<i>Actifs courants</i>				
Stocks et encours nets	4	101	73	57
Créances clients nettes	5	2 390	2 023	1 510
Actifs financiers nets courants	3			
Autres créances	6	625	546	540
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	1349	2228	2613
Total actifs courants		4 465	4 870	4 720
TOTAL ACTIF		6 433	6 811	6 271
Passif				
<i>Capitaux propres</i>				
Capital social		786	788	788
Prime d'émission		3 177	3 177	3 176
Réserves consolidées		-1869	-1839	-1839
Résultat de la période		96	233	119
Actions d'autocontrôle		-837		
Total capitaux propres		1 353	2 359	2 244
<i>Passifs non courants</i>				
Dettes financières non courantes	8	15	12	37
Avantages du personnel	9	8	6	8
Impôts différés passifs	21			
Autres passifs	13	279	15	10
Total passifs non courants		302	33	55
<i>Passifs courants</i>				
Dettes financières courantes	8	36	70	86
Provisions	10	273	292	270
Fournisseurs	11	3 490	3 143	2 702
Dettes fiscales et sociales	12	851	824	796
Autres passifs	13	128	90	118
Total passifs courants		4 778	4 419	3 972
TOTAL PASSIF		6 433	6 811	6 271

1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE NORMES IFRS

Milliers d'euros	Notes	30/06/08	31/12/07	30/06/07
Chiffre d'affaires	14	7 783	14 015	6 793
Coût des services et produits consommés	15	-5 041	-9 303	-4 477
Autres charges externes	16	-920	-1850	-938
Impôts et taxes		-103	-153	-60
Charges de personnel	17	-1 252	-2 136	-1 119
Dotations aux amortissements nettes		-266	-497	-228
Dotations aux provisions nettes	18	-142	-164	-34
Autres produits et charges, non récurrents	19	0	90	130
Résultat opérationnel		60	2	67
Dont résultat opérationnel récurrent		59	88	-63
Charges financières nettes	20	34	78	47
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence				
Résultat des activités poursuivies avant impôts sur les résultats		94	80	114
Impôt sur le résultat		2	153	5
Résultat net des activités poursuivies		96	233	119
Résultat net après impôts des activités abandonnées				
Résultat net		96	233	119
Résultat net revenant				
- aux actionnaires de la Société		96	233	119
- aux intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net par action (en euros)				
- des activités poursuivies	22	0,04	0,09	0,05
- dilué des activités poursuivies	22	0,04	0,09	0,05
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en euros)				
- de l'ensemble consolidé	22	0,04	0,09	0,05

1.3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Milliers d'euros	Capital	Prime d'émission	Actions propres	Réserves	Report à nouveau	Résultat net	Total
Capitaux propres au 30 juin 2007							
31 décembre 2005 (IFRS)	408			672		-725	355
Passage IFRS				4			4
Affectation du résultat 2005					-725	725	0
Augmentation de capital	380	3 176					3 556
Résultat de l'exercice 2006						-1 789	-1 789
31 décembre 2006	788	3 176		676	-725	-1 789	2 126
Affectation du résultat 2006					-1 789	1 789	0
Résultat de 1er semestre 2007						120	120
Capitaux propres au 30 juin 2007	788	3 176		676	-2 514	120	2 246
Capitaux propres au 30 juin 2008							
31 décembre 2006	788	3 176		676	-725	-1 789	2 126
Affectation du résultat 2006					-1 789	1 789	0
Résultat de l'exercice 2007						233	233
31 décembre 2007	788	3 176		676	-2 514	233	2 359
Affectation du résultat 2007					233	-233	0
Augmentation de Capital /Fusion	315	1 522					1 837
Frais de Fusion		-89					-89
Réduction du capital	-317	-1 433			-263		-2 013
Actions d'Autocontrôle				-837			-837
Résultat de 1er semestre 2008						96	96
Capitaux propres au 30 juin 2008	786	3 176	-837	676	-2 544	96	1 353

1.4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Milliers d'euros	30/06/08	31/12/07	30/06/07
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES			
=+ Résultat net revenant aux actionnaires de la société	96	233	119
- Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité :	233	644	223
- / + Dotations nettes aux amortissements sur Immobilisations	265	497	230
- / + Plus et moins values de cession d'immobilisation		5	5
- / + Dotations aux provisions des actifs courants	51	136	-4
- / + Dotations aux provisions des passifs non-courants	-17	0	
- / + Dotations aux provisions des passifs courants		28	
- / + Autres produits et charges calculées	-66	-22	-8
= Capacité d'autofinancement	329	877	342
+ Coût de l'endettement financier net	41		4
+ / - Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-2		-5
+ / - Variation du B.F.R. lié à l'activité (**)	-156	973	812
= Total flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)	212	1850	1 155
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-216	-607	-207
+ Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		9	9
- Acquisitions d'immobilisations financières (**)	-25	0	-43
+ Cessions d'immobilisations financières		0	100
+ / - Variation des prêts et avances consentis	21	87	
+ / - Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement	6	-529	
= Total flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)	-214	-1040	-141
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT			
+ / - Augmentation de capital (**)	-86	0	
+ Augmentation d'emprunt		0	
- Diminution de capital (**)			
- Remboursements d'emprunts (y compris location financement)	-39	-97	-43
- Intérêts financiers nets versés (y compris location financement)	-2	0	-4
+ / - Variation des comptes courants (hors groupe) (**)	-40	-136	
+ / - Variation des avances conditionnées		-96	-96
+ / - Variation des actions propres (**)	-710		
+ / - Variation des autres flux liés aux opérations de financement	2		-1
= Total flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)	-875	-329	-144
VARIATION DE TRESORERIE NETTE			
Trésorerie à l'ouverture (D)	2 226	1744	1 744
Trésorerie de clôture (E) (**)	1 349	2 226	2 614
Variation de trésorerie nette (A+B+C = D-E)	-877	482	870

2. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

2.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2007 de Keyyo qui a donné tous pouvoirs au conseil d'administration pour faire acheter ses propres actions, la société a acheté à son actionnaire Wittsun 171 845 actions le 04 mars 2008. Les modalités de cette opération sont détaillées dans le programme de rachats d'actions publiés le 03 mars 2008.

Lors de l'Assemblée générale du 23 juin 2008, il a été décidé la fusion par absorption de GESK par KEYYO, avec effet rétroactif au 01 janvier 2008. Le détail de cette opération a été publié auprès de l'AMF dans le document E le 23 mai 2008 sous le numéro d'enregistrement E08-060.

Cette fusion a entraîné une augmentation de capital de 984 960 actions pour un montant de 315 K€ ainsi qu'une prime de fusion de 1522 K€.

Suite à cette augmentation de capital le nombre des parts d'autocontrôle s'élevait à 1 224 536 pour 2 850 K€. Le pourcentage de détention d'actions d'autocontrôle dépassait le seuil de 10%.

La société a donc procédé à une diminution de capital de 990 000 actions pour 317 K€, ce qui a ramené le nombre d'actions d'autocontrôle à 234 536 pour un montant de 837 K€.

Suite à ces opérations, le capital social de la société est donc passé de 788 K€ à 786 K€ avec 2 456 685 actions de 0,32 € de valeur nominale.

Lors de cette même Assemblée générale, les actionnaires ont autorisé le changement de dénomination sociale de la société. Désormais, PHONE SYSTEMS & NETWORKS s'appellera KEYYO.

2.2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.2.1. Périmètre et méthode de consolidation au 30 juin 2008

Les états financiers consolidés semestriels de Keyyo intègrent une co-entreprise, la société Bladiphone créée en janvier 2007, seule société filiale de Keyyo, détenue à hauteur de 42 % de son capital.

Nom de la société	SIRET	Méthode de consolidation	30/06/2008 % d'intérêts	31/12/2007 % d'intérêts	30/06/2007 % d'intérêts
SA KEYYO	390 081 156	Mère	100	100	100
Entrée de périmètre 2007					
SAS BLADIPHONE	494 011 901	IP	42	42	42

IP : intégration proportionnelle

Les co-entreprises sont des entités ayant des activités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint conformément à un accord contractuel. Elles sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle.

La société Keyyo ne possède aucune filiale contrôlée majoritairement. De même, elle n'a pas de participation dans d'autres sociétés.

Tous les comptes, transactions réciproques et résultats internes sont éliminés à hauteur du pourcentage d'intérêt du groupe dans la co-entreprise.

2.2.2. Principe comptables

Les comptes consolidés du groupe Keyyo sont établis, depuis le 30 juin 2007, selon les normes comptables internationales IAS/IFRS (International Financial Reporting Standards) approuvés par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés semestriels condensés au 30 juin 2008 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables sont identiques à celle appliquée dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2007.

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique.

En application de la norme IAS 34, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers consolidés semestriels, dits condensés. Elles peuvent être complétées par la lecture des états financiers consolidés de l'exercice 2007 figurant dans le document de référence déposé le 7 mai 2008 sous le n° D.08-0372.

Conformément à IAS 1, le groupe présente séparément à son actif et passif les éléments « courants » et « non courants ». Au regard de la majorité des opérations du Groupe ce classement s'apprécie par rapport à un délai de 12 mois.

La norme IFRS 8, concernant les segments opérationnels, s'appliquera à compter du 1er janvier 2009. La société n'a pas appliqué l'IFRS 8 par anticipation. Des développements sont en cours pour permettre une application complète de cette norme à compter du 1er janvier 2009.

2.2.2.1 Recours à des estimations dans l'application des normes comptables

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses déterminées par la Direction pour le calcul de la valeur des actifs, passifs, charges et produits de l'exercice.

Le Groupe révisé ses estimations régulièrement, il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent sensiblement de ces estimations.

2.2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon la méthode du coût amorti diminué d'éventuelles pertes de valeur.

Il n'existe aucun écart d'acquisition sur la période considérée.

Les frais de recherche sont passés en charges de l'exercice. Les frais de développement qui répondent à tous les critères d'activation édictés par la norme IAS 38 « immobilisations incorporelles » sont enregistrés en immobilisations incorporelles, à savoir :

- intention du Groupe ainsi que sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- la capacité à vendre ou à utiliser le développement,
- l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs,
- le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilité reconnues :

Nature des biens immobilisés	Durée
Frais de recherche et de développement	3 ans
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 à 15 ans

Conformément à IAS 36 « dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou indices laissent penser à un risque de perte de valeur, le Groupe pratique en complément des amortissements un test de dépréciation complémentaire basé sur la valeur de marché ou le cas échéant sur la valeur d'utilité de l'immobilisation incorporelle concernée.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 « résultat net de l'exercice, erreurs fondamentales et changements de méthodes comptables » et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

2.2.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition ou d'entrée dans le Groupe sous déduction des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

En application d'IAS 16, le coût de l'immobilisation comprend tous les frais accessoires d'achats.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilité reconnues :

Nature des biens immobilisés	Durée
Matériel et outillage	1 à 5 ans
Installations et agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau, Informatique, Callbox	2 à 5 ans
Mobilier	5 ans

Conformément à IAS 36, lorsque des événements ou indices laissent penser à un risque de perte de valeur, le Groupe pratique en complément des amortissements un test de dépréciation complémentaire basé sur la valeur de marché ou le cas échéant sur la valeur d'utilité de l'immobilisation corporelle concernée.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

Les contrats de location

En application d'IAS 17, les immobilisations corporelles financées au moyen de contrat de location-financement sont présentées à l'actif pour leur valeur de marché. La dette correspondante est inscrite en dettes financières.

Tous les contrats qui au regard de cette norme ne transfèrent pas la majorité des risques, les avantages au preneur ou la propriété des éléments loués, sont considérés comme des contrats de location simple, les redevances versées au cours de l'exercice restent comptabilisées en charges.

Il n'y a pas au sein du Groupe de contrat de location « caché » tel que défini par IFRIC 4.

Les autres contrats sont comptabilisés comme des acquisitions de pleine propriété à crédit et font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilisation, conformément aux méthodes décrites dans la note relative aux immobilisations corporelles.

2.2.2.4 Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent essentiellement les dépôts de garanties versés aux propriétaires biens mobiliers et immobiliers loués, et les garanties versées aux clients. Conformément à l'IAS 39 « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les actifs financiers sont évalués à leur valeur de marché. Lorsque l'évaluation à la juste valeur conduit à reconnaître une moins-value latente dans les capitaux propres, cette moins-value passe en résultat si la perte de valeur est durable.

Les actions propres

En application d'IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession des actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

2.2.2.5 Stocks et en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO et de leur valeur nette de réalisation.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés. La rotation du stock est rapide, le risque de perte de valeur est ainsi faible.

2.2.2.6 Créances et autres actifs courants

Les créances clients et autres actifs courants (créances sociales et fiscales, charges constatées d'avance, produit à recevoir) sont comptabilisées initialement pour leur montant brut correspondant à leur juste valeur, puis ultérieurement à leur coût amorti, déduction faite des provisions pour dépréciation.

La dépréciation des créances et des autres actifs courants est basée sur une analyse individuelle des risques de non recouvrement.

2.2.2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend :

- les instruments et placements financiers, très liquides et présentant un risque de variation de valeur très limité. Ils sont évalués à la juste valeur, par contrepartie du résultat,
- les comptes bancaires créditeurs (les découverts bancaires figurent au passif du bilan),
- les comptes de caisse.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées au cours de clôture.

2.2.2.8 Dettes financières

Les emprunts sont évalués initialement à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission de l'emprunt, puis à leur coût amorti. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La part à moins d'un an est présentée en dette courante conformément à l'IAS 1.

2.2.2.9 Avantages au personnel

La provision constituée au titre des avantages au personnel concernent exclusivement les indemnités de départ à la retraite qui sont légalement dues aux salariés en France.

Le calcul se fait conformément à la norme IAS 19, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de services en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant un compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de services ultérieurs.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèse d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêts des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

La charge de l'exercice correspond à la variation du coût des services rendus est constatée en charge de personnel, le coût de l'actualisation est comptabilisée en charge financière.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements de retraite sont les suivants :

- taux d'actualisation : 5.5%
- taux de revalorisation des salaires : 2.5 %

De plus, les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles, sont comptabilisés en résultat de l'exercice.

2.2.2.10 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges découlant d'obligations légales ou implicites connues à la date d'établissement des comptes dont le fait générateur trouve sa source dans les périodes antérieures à la date de clôture.

Ces provisions sont constituées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

2.2.2.11 Impôts différés

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Conformément à l'IAS 12 « impôts sur le résultat », ils sont comptabilisés selon la méthode du report variable, sur la base des taux d'imposition futurs adoptés en fin d'exercice. Le taux actuellement utilisé est le taux de droit commun de 33 1/3 %.

Les actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables et différences temporelles ne sont inscrits à l'actif que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles.

Au 30 juin 2008, Keyyo bénéficie d'un déficit reportable de 12 681 K€, l'actif d'impôt afférent n'a pas été comptabilisé.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et le cas, échéant, réévaluée ou réduite pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

2.2.3. Informations sectorielles

2.2.3.1 Secteur d'activité

Le premier niveau d'analyse défini par le Groupe est le secteur d'activité. Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents de ceux relatifs aux autres secteurs d'activité.

Le Groupe Keyyo est organisé autour de trois secteurs d'activité, gérés distinctement et dont les prestations offertes diffèrent :

- PME / TPE,
- Ethnique,
- Opérateurs grands comptes

Le secteur d'activité « Keyyo » consiste en une offre destinée aux petites entreprises leur permettant de se passer du central téléphonique classique pour un service IP Centrex complet. L'activité PME / TPE regroupe ainsi la vente directe de services d'accès aux particuliers et aux PME, il s'agit essentiellement de services de présélection et d'accès en VoIP.

Le secteur d'activité « Ethnique » consiste en la fourniture aux communautés ethniques présentes en France, des services suivants :

- solutions de téléphonie sur IP pour le marché des téléboutiques,
- numéros spéciaux permettant des appels à moindre coût chez les particuliers.

La SA Keyyo dispose du plus important réseau de téléboutiques IP en France.

Le secteur d'activité « Opérateur grands comptes » consiste essentiellement en la vente de minutes en gros sur le réseau de la télésurveillance ou à l'étranger et notamment par l'intermédiaire de la société Meditel, partenaire du Groupe Keyyo au Maroc.

2.2.3.2 Secteurs géographiques

Le deuxième niveau d'analyse défini par le Groupe est le secteur géographique. Un secteur géographique est engagé dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents de ceux relatifs aux autres secteurs géographiques.

Le Groupe Keyyo est organisé autour de deux secteurs géographiques :

- Europe,
- Afrique.

2.2.3.3 Résultat sectoriel

Le résultat sectoriel n'est pas présenté dans les notes au bilan présentées dans l'annexe aux comptes consolidés, le coût pour établir cette information étant disproportionné par rapport à l'objectif de cette information.

2.3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF ET PASSIF

Note 1 : Les immobilisations incorporelles

Milliers d'euros		Fonds de commerce, droits au bail.	Marques, logiciels et brevets	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEURS BRUTES					
	30-juin-07	230	270	316	816
	31-déc-07	230	289	469	989
Acquisitions			4	122	126
Cessions					0
	30-juin-08	230	293	591	1 114
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
	30-juin-07	0	212	95	307
	31-déc-07	0	230	144	374
Dotations			21	76	97
Cessions			-4		-4
	30-juin-08	0	247	220	467
VALEURS NETTES					
	30-juin-07	230	57	221	509
	31-déc-07	230	59	325	615
	30-juin-08	230	46	371	647

Les autres immobilisations incorporelles concernent essentiellement les frais de développement activés et amortis sur une durée de 3 ans.

Note 2 : Les immobilisations corporelles

Milliers d'euros		Matériels et outillages industriels	Installations et agencements	Matériel de bureau, informatique et Callbox	Autres	Total
VALEURS BRUTES						
	30-juin-07	372	684	653	12	1 722
	31-déc-07	258	836	594	39	1 727
Acquisitions		57	2	28	3	90
Cessions						0
	30-juin-08	315	838	622	42	1 817
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS						
	30-juin-07	259	201	517	11	988
	31-déc-07	188	263	509	9	969
Dotations		8	80	35	2	125
Cessions						0
Retraitement Location financement		12		35		47
	30-juin-08	208	343	579	11	1 141
VALEURS NETTES						
	30-juin-07	113	484	136	1	734
	31-déc-07	70	573	85	30	758
	30-juin-08	107	495	43	31	676

Note 3 : Actifs financiers

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Part non courante - dépôts et cautionnements	165	158	171
Part courante - dépôts et cautionnements			-
Part non courante - créances nettes rattachées à des participations	218	150	24
Total actifs financiers	383	308	195

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les dépôts versés lors de la souscription de lignes auprès des opérateurs de téléphonie. La créance nette rattachée à des participations correspond à un prêt à la société Bladiphone, ce montant représentant la quote-part des minoritaires.

Note 4 : Stocks et en-cours

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Stock de matériel Callbox	14	14	44
Stock de matériel PME / TPE	81	26	12
Stock divers	6	33	1
Total stock et en-cours	101	73	57

Note 5 : Créances Clients et comptes rattachés

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Créances clients bruts	2 040	1 894	1 244
Provision pour dépréciation	-509	-458	-357
Créances clients nets	1 531	1 436	887
Clients – factures à établir	884	616	665
Clients - avoirs à établir	-25	-29	-42
Total créances clients et comptes rattachés	2 390	2 023	1 510

Note 6 : Actifs courants

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Fournisseurs- Avoirs à recevoir	23	17	43
Créances sociales		13	9
Créances fiscales	444	419	335
Autres créances diverses	18	2	13
Charges constatées d'avance	140	95	139
Total actifs courants	625	546	539

Note 7 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Trésorerie	220	445	545
Sicav	1129	1783	2068
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	1 349	2 228	2 613

Note 8 : Dettes financières

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dépôts et cautions reçus	14	8	6
Crédit à moyen terme	0	0	0
Découvert bancaire	5	2	0
Location financement	32	72	117
Total dettes financières	51	82	123
Part à moins d'un an	50	78	86
Part à plus d'un an	1	4	37
- dont entre 1 et 5 ans	1	4	37

Les contrats de location financement concernent principalement :

- des matériels industriels et informatiques acquis pour les besoins opérationnels du groupe,
- des matériels informatiques à destination des téléboutiques.

Les redevances futures relatives à ces contrats de location-financement sont les suivantes :

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Moins d'un an	31	68	6
Entre un et deux ans	1	4	-
Entre deux ans et plus			115
Total des redevances futures	32	72	121

Note 9 : Avantages au personnel

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Valeur des engagements	8	6	8
<i>Coût des services</i>			2
Coût de l'actualisation		-	-

Etant donné que la moyenne d'âge de l'effectif de la société est peu élevée et que l'ancienneté des salariés est en moyenne de moins de quatre ans, le montant de la provision pour départ à la retraite est peu élevé et n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Note 10 : Provisions – Part courante

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Provision pour impôt			-
Litiges sociaux	31	50	70
Litiges commerciaux	208	208	200
Autres litiges	34	34	-
<i>Nouvelles provisions</i>	31	48	
<i>Provisions utilisées</i>		-20	
<i>Provisions reprises sans être utilisées</i>	-50		
Total provisions	273	292	270

Les litiges concernent deux litiges prud'homaux et un litige commercial.

Note 11 : Dettes fournisseurs

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Fournisseurs d'exploitation	2 397	1 959	1 269
Fournisseurs d'immobilisation	-	-	233
Fournisseurs – factures non parvenues	1 093	1184	1 200
Total fournisseurs	3 490	3 143	2 702

Note 12 : Dettes fiscales et sociales

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dettes sociales	407	360	406
Dettes fiscales	444	464	390
Total dettes fiscales et sociales	851	824	796

Note 13 : Autres passifs à court terme

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Comptes courants d'associés	279	15	10
Dettes sur acquisition immo.financière	-	4	8
Créditeurs divers	26	5	6
Avances conditionnées	-	-	-
Produits constatés d'avance	102	81	104
Total autres passifs	407	105	128
dont passif non courant	279	15	10
dont passif courant	128	90	118

2.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 14 : Chiffre d'affaires

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Vente et prestations PME / TPE	2 844	4 019	1 772
Ventes et prestations Ethnique	4 552	8 961	4 328
Ventes Opérateurs & grands comptes	387	1 035	693
Autres	-	-	-
Total	7 783	14 015	6 793

Note 15 : Coûts des services et produits consommés

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Coût d'achat des minutes vendues	3 913	7 477	3 624
Coût d'achat des matériels vendus	127	93	42
Coût des réseaux de distribution indirects	863	1 491	693
Frais de réseaux et d'hébergement	138	242	118
Total des coûts des services et produits consommés	5 041	9 303	4 477

Note 16 : Autres charges externes

Les autres achats externes comprennent principalement les éléments suivants :

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dépenses marketing	-161	-520	-299
Sous-traitance	-45	-196	-116
Locations	-124	-184	-88
Entretien et maintenance	-22	-48	-23
Assurances	-17	-47	-25
Personnel	-177	-120	0
Honoraires	-153	-356	-204
Frais de déplacement	-75	-128	-46
Frais postaux et de télécommunication	-35	-77	-38
Total des principaux postes	-809	-1 676	-839

Note 17 : Charges de personnel

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Charges de personnel	-1 346	-2 397	-1 231
Charges activées en immobilisation - frais de développement	93	261	112
Total charges de personnel	-1 253	-2 136	-1 119

Note 18 : Dotations aux provisions nettes

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Variation des provisions sur clients et autres actifs circulants nette des pertes sur créances irrécouvrables	-159	-142	-33
Variation des provisions sur litiges	17	-22	-
Total variations de provisions	-142	-164	-33

Note 19 : Autres produits et charges non récurrents

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Plus ou moins value de cession d'immobilisations	-	-7	-4
Indemnité commerciale	-	150	150
Redevances	-13	-40	-18
Divers produits et charges	13	-13	1
Total autres produits et charges	-	90	130

Note 20 : Charges financières nettes

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Charges d'intérêts bancaires	-	-	-
Charges d'intérêts de compte courant	-2	-1	-
Intérêts sur retraitement de location financement	-2	-7	-4
Provision sur perte caution	-	-	-
Revenus des créances immobilisées	10	4	
Revenus des valeurs mobilières	29	82	51
Divers produits et charges			-
Total des charges financières nettes	35	78	47

Note 21 : Impôt sur le résultat et impôts différés

Milliers d'euros	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Crédit d'impôt recherche	252	252	104
Impôts différés	10	8	8
Total	262	260	112

Preuve d'Impôt :

Taux applicable en France			33,33%
Résultat courant + résultat exceptionnel			96
Impôt théorique			- 31
Impôt comptabilisé			1
Ecart			33
Incidence des :			
- déficits antérieurs non activés et imputés sur la période			58
- déficits de la période non activés et non imputés			- 39
- différences temporaires			2
- incidence des réintégrations et déductions définitives			12
Total			33

Note 22 : Résultat par action

Résultat net par action en euro	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
- des activités poursuivies	0,04	0,09	0,05
- dilué des activités poursuivies	0,04	0,09	0,05
Résultat net par action de l'ensemble consolidé			
- de l'ensemble consolidé	0,04	0,09	0,05
- dilué de l'ensemble consolidé	0,04	0,09	0,05

Le nombre de titres composant le capital social de la société Keyyo s'élève à 2 456 685.

Keyyo détient 234 536 actions d'autocontrôle.

INFORMATION SECTORIELLE ET GEOGRAPHIQUE

Premier niveau d'information sectorielle - secteurs d'activités

Milliers d'euros	PME / TPE	Ethnique	Opérateurs grands comptes	Non alloué	Total
30 JUIN 2007					
Eléments du compte de résultat					
Chiffre d'affaires	1 772	4 328	693		6 793
Actifs sectoriels					
Immobilisations nets incorporelles et corporelles		397		846	1 243
Stocks	12	45			57
Créances commerciales	135	781	594		1 510
31 DECEMBRE 2007					
Eléments du compte de résultat					
Chiffre d'affaires	4 019	8 961	1 035		14 015
Actifs sectoriels					
Immobilisations nets incorporelles et corporelles		220		1 153	1 373
Stocks	26	13	34		73
Créances commerciales	152	999	872		2 023
30 JUIN 2008					
Eléments du compte de résultat					
Chiffre d'affaires	2 844	4 552	387		7 783
Actifs sectoriels					
Immobilisations nets incorporelles et corporelles		248		1 075	1 323
Stocks	81	20			101
Créances commerciales	291	795	1 305		2 391

Deuxième niveau d'information sectorielle - secteurs géographiques

Milliers d'euros	Europe	Afrique	Autres	Total
30 JUIN 2007				
Eléments du compte de résultat				
Chiffre d'affaires	6 143	650		6 793
Actifs sectoriels				
Immobilisations nets incorporelles et corporelles	1 243			1 243
Stocks	57			57
Créances commerciales	1 179	331		1 510
31 DECEMBRE 2007				
Eléments du compte de résultat				
Chiffre d'affaires	12 565	1 450		14 015
Actifs sectoriels				
Immobilisations nets incorporelles et corporelles	1 373			1 373
Stocks	73			73
Créances commerciales	1 703	320		2 023
30 JUIN 2008				
Eléments du compte de résultat				
Chiffre d'affaires	6 940	843		7 783
Actifs sectoriels				
Immobilisations nets incorporelles et corporelles	1 323			1 323
Stocks	101			101
Créances commerciales	1 887	504		2 391

Note 24 : Engagements hors bilan

Engagements hors bilan reçus :

Lors de la création de la société Bladiphone, Keyyo a souscrit au capital de cette société à hauteur de 42 %. Selon l'article 10.3 des statuts de cette co-entreprise, le co-associé de Keyyo qui détient 58% s'est engagé irrévocablement et inconditionnellement à céder et à transporter à Keyyo ou à toute personne qui se substituerait à Keyyo, toutes les parts en sa possession.

Par ailleurs, Keyyo n'a donné aucun engagement de procéder à l'acquisition de ces parts. La société pourra lever la promesse de vente de son co-associé, à tout moment pendant une durée d'un an à compter du 15 janvier 2009 et à tout moment, pendant une durée de cinq mois, si son co-associé venait à perdre directement ou indirectement le contrôle de Bladiphone.

Keyyo a vendu en juin 2007, un fonds de commerce. L'acquéreur a nanti ce fonds de commerce au profit de Keyyo, en garantie du remboursement d'un prêt de 5 000 euros qui lui a été consenti par la société.

Engagements hors bilan donnés :

2.3.1.2 Droit individuel à la formation :

Le volume d'heures de formation cumulé au 30 juin 2008 est de 1 491 heures. Aucune de ces heures n'a donné lieu à demande de formation.

Note 25 : Rémunération des dirigeants

La rémunération allouée aux dirigeants de la société s'élève pour le premier semestre 2008 à 62 K€. Aucune rémunération n'est versée aux dirigeants de Bladiphone pour leur mandat social.

Monsieur Eric Saiz a démissionné de son mandat social de Président Directeur Général le 08 janvier 2008 et a perçu entre le 01 janvier 2008 et cette date, une rémunération de 2 K€. Le 23 juin 2008, Monsieur Eric Saiz a été nommé administrateur et ne perçoit aucune rémunération pour son mandat social.

Le procès verbal du conseil d'administration du 08 janvier 2008 a décidé de la réunion des fonctions du président du conseil d'administration et de directeur général. Il a été ensuite décidé de nommer Monsieur Philippe Houdouin en qualité de président du conseil d'administration.

Ce même conseil a fixé la rémunération de M. Houdouin, en sa qualité de Directeur général, à 10 K€ mensuel brut. Monsieur Philippe Houdouin a perçu au cours du premier semestre 2008 une rémunération brute de 60 K€.

A cette même date, le Conseil d'Administration a voté une indemnité conventionnelle de départ au profit de Monsieur Philippe Houdouin, uniquement pour une cessation de ses fonctions ultérieure au 31 décembre 2008

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des dirigeants.

III - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

KEYYO

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

KEYYO

Société anonyme
Au capital de 786 139 euros
RCS Paris 390 081 156
92-98, Boulevard Victor Hugo
92110 Clichy

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société KEYYO, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris, le 29 août 2008

Les Commissaires aux Comptes

CONSEIL AUDIT & SYNTHÈSE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

Yves CANAC

MBV & Associés

Etienne DE BRYAS

IV - ATTESTATION DU RESPONSABLE

«J'atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en page 3) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Philippe Houdouin, le 29 août 2008